Article paru dans le dernier Combat Syndicaliste écrit par un adhérent du syndicat de Bordeaux

Dans mon article paru dans le combat syndicaliste de septembre 2009, j'indiquais: « nous organiser afin d'éviter ce que nous présenterons les libéraux comme une évidence grâce aux résultats des expertises produites par des technocrates à la solde des dirigeants: le recul de l'âge de la retraite ou formuler autrement une augmentation des trimestres de cotisations». La tactique employée par les maîtres du monde est tellement grossière que je l'avais prédit dès l'été dernier. Pour une fois que j'ai raison, ça me rend triste. Moi qui toujours se trompe pour les résultats des élections, pour la météo…. Je vous interdis de m'appeler Finkielkraut ou BHL. Malheureusement j'avais raison!! Toutefois, mes talents limités d'extralucide ne m'avaient pas permis de vous donner le nom de ce premier assaillant. Mais sans plus de tergiversations, je vais vous indiquer qui sont ces braves à la solde du capitalisme responsables du «bradage» de notre système de retraite: le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) a présenté le 14 avril ses projections qui sont, d'après les personnes autorisées, inquiétantes.
Avant d'aller plus loin, arrêtons-nous un instant sur ce fameux COR, en visitant leur site Internet on apprend que c'est leur huitième foutu rapport ; mais aussi que le COR est un lieu permanent d'études et de concertation entre les principaux acteurs du champ des retraites. Il suit l'évolution des régimes et fait des propositions pour assurer leur solidité financière et leur fonctionnement solidaire. Mince, on pourrait croire que ce sont des braves types qui travaillent pour cette institution!!!
Continuons à jouer et allons vérifier qui est membre de cette noble institution et leur qualité. Tout d'abord, il est composé de 32 membres dont 9 sont des représentants de syndicats de travailleurs (cadres inclus). L'un des membres méritent que l'on s'intéresse à lui, Jean-Michel Charpin Enarque et polytechnicien ou vice-versa directeur du cabinet du ministre jean Le Garrec (PS) dans les années 80 et aujourd'hui membre du conseil d'analyse auprès du Premier ministre, un vrai technocate, un vrai de vrai!!!
Un autre nom fort connu -de toutes les personnes qui sont dans la nécessité de vivre sur le territoire français- était membre de cette vénérable institution. Le nom est SARKOSY; mais l'heureux gagnant est Guillaume Sarkosy. A sa décharge,il est seulement ancien membre et représentait le MEDEF. Aujourd'hui et depuis le 1er juillet 2008, il est le directeur général du groupe Malakoff Médéric qui se présente comme l'un des leaders en France de la protection sociale complémentaire dans les domaines : retraite, santé, incapacité de travail, invalidité, décès, dépendance. Malakoff propose aussi des solutions d'assurance vie, d'épargne retraite et

d’épargne salariale. Evidemment ce groupe veut sa part de gâteau dans le futur système retraite par capitalisation. D’ailleurs, le fameux modèle libéral que l’on souhaite nous faire avaler et en train de s’étrangler. Ainsi pour l’année 2008, «une étude parlementaire US signalait que les différents plans d’épargne retraite américains ont fondu de près de 2 milliards d’euros, laissant des millions de retraités et futurs retraités avec pour seule ressource une pension d’Etat insuffisante[[sinéhebdo N°85]]». Une boite américaine spécialisée dans le recrutement des seniors constate selon ses études que 46% des plus de 55 ans cherchaient un travail pour payer leur logement.
Pour continuer sur Guillaume Sarkosy, il est président de monde prévoyance, il est donc membre du conseil de surveillance du quotidien Le Monde. La boucle est bouclée, les deux frangins contrôlent pratiquement ou sont en mesure de fortement influencer tous les médias nationaux. Puis dans le cas où nous n’aurions pas compris que nous devions abandonner nos retraites. Le gouvernement se paie une campagne de communication pour expliquer l’urgence de réformer le système des retraites, ce qui me semble inédit. Nous payons pour que l’on nous explique que nous ne pouvons pas continuer à toucher une retraite aussi jeune. Nos maîtres utilisent tous les moyens pour saborder tous nos acquis sociaux et pour être à la mode, je rappelle la phrase d’Albert CAMUS:» un maître n’est jamais bon».
Au-delà de la simple manipulation des esprits par des soi-disants travaux d’experts, il est une autre vérité que la plupart des médias occultent: depuis 1983, l’INSEE évalue à 9,3 % du PIB les richesses qui ont glissé de la poche des salariés à celle des actionnaires. C’est une donnée clé, qui représente des centaines de milliards d’euros – ce que nous appelons un « hold-up tranquille » et qui permet de renverser le regard sur toutes les « réformes » en cours : retraites bien sûr, mais aussi Sécurité sociale, flexibilité, pouvoir d’achat. Même avec des estimations basses, le seuil des cent milliards d’euros est largement dépassé. Soit plus de dix fois le « trou » de la Sécurité sociale en 2007 (dix milliards, l’année d’avant la crise), cinq fois celui de 2009 (22 milliards d’euros, crise oblige). Une vingtaine de fois celui des retraites (7,7 milliards d’euros). Des « trous » amplement médiatisés, tandis qu’on évoque moins souvent celui, combien plus profond, creusé par les actionnaires dans la poche des salariés…